



Syndicat CGT du Conseil départemental du Gard
333 chemin Du Mas de Boudan - 30000 Nîmes
Tel : 04 66 76 95 83
Portable : 06 84 48 86 22
Email : cgt@gard.fr
Site : www.cd30.reference-syndicale.fr
Facebook : [cgt.cd30](https://www.facebook.com/cgt.cd30)



Syndicat Sud Solidaires du Conseil départemental du Gard
16 rue Bourdaloue – 30000 Nîmes
Tél: 04 66 21 64 79 Portable : 06 84 33 31 77
Email: sud2@gard.fr

ALLONS A LA RENCONTRE DE TOUS NOS ELUS LE 18 OCTOBRE 2018

OBTENIR ENFIN GAIN DE CAUSE

Dans la continuité du mouvement qui a débuté en juillet, l'intersyndicale SUD et CGT, n'ayant été entendu que très partiellement par le Président BOUAD l'intersyndicale et les agents ont décidé en assemblée générale d'aller à la rencontre des élus du Département, le jour du vote de la Décision Modificatrice du budget départemental.

Aujourd'hui, l'engagement du Président porte sur une stricte application du Protocole mobilités/effectifs (donc pas d'avancée) et le choix d'un AUDIT externe sur les politiques de prévention et d'action sociale au sein de notre Département.

Les revendications de l'intersyndicale n'ont pas été entendues :

- Respect et élargissement du protocole effectifs et mobilités de mars 2010 (augmentation du nombre de titulaires mobiles afin de répondre aux besoins de remplacements de tous les services de la DGADS). Création de postes de titulaires mobiles pour l'encadrement.
- Recrutements de personnel (Administratifs, Sociaux et médicaux sociaux).
- Augmentation des places d'accueil (structures, foyer de l'enfance). Augmentation des moyens pour répondre aux mesures contractuelles.
- Moyens matériel pour travailler ainsi que des locaux adaptés (salles médiatisées dans tous les lieux d'accueil, véhicules de services etc).
- Demande qu'une analyse soit faite par le CHSCT pour étudier les raisons pour lesquelles des agents de la DGADS sont épuisés professionnellement avec de nombreux arrêts maladie. Certaines équipes connaissent des turn-over de personnel. Les fiches hygiène sécurité sont en augmentation à la DGADS.
- Développement d'une réelle politique avec les moyens nécessaires pour favoriser la prise des congés, et repos hebdomadaires des assistants familiaux.
- Maintien de la rémunération des assistants familiaux dans le cadre de la présomption d'innocence.
- Prise en compte de l'ancienneté des assistants familiaux des 2 ans d'activité.

Le 18 octobre 2018 tous les élus départementaux seront présents. Nous devons poursuivre notre lutte et accentuer la mobilisation. Nous ne pouvons accepter comme seule réponse un audit.

Un énième audit dont le cahier des charges sera écrit par l'administration, ce qui nous permet de douter de l'objectivité de celui-ci et des conclusions qu'il apportera.

Le Gard n'est pas le seul Département impacté, de nombreuses grèves dans le Secteur Social s'organisent.

- Nous devons lutter.
- Nous devons faire respecter les missions de service public.
- Nous devons faire respecter les usagers.
- Nous devons nous protéger en temps que professionnels malmenés par l'impossibilité d'effectuer notre travail de façon correcte digne d'un service public de qualité

Depuis notre dernière rencontre avec le Président, « rien de nouveau sous le soleil » !!!.

Pour exemple :

- L'équipe ASE de St Hyppolite du fort n'a plus de temps de psychologue dédié ! Le poste est à la vacance, le CDD ayant démissionné. Ce secteur est une fois de plus sinistré.
- Le CMS de St AMBROIX reste fermé certains jours au public. Il a été laissé le choix aux équipes : à cause du manque de personnel : soit vous arrêtez les actions collectives et le CMS est ouvert tous les jours de la semaine, soit vous les poursuivez mais le CMS sera fermé par manque de personnel sur ces temps là. L'équipe a fait le choix des actions collectives.
- L'équipe ASE de Bagnols/Ceze attend toujours des recrutements (promis). Cette équipe fonctionne à effectifs réduits depuis pourtant plusieurs mois.

L'administration continue à jouer les pompiers ! Elle tente d'éteindre les feux naissant en déplaçant des agents sur les secteurs les plus tendus, mais de fait les zones de tension changent, et, on recommence !!!!

Il faut stopper cette gestion RH d'urgence !!!

Nous demandons de réels moyens humains et techniques.

LA MOBILISATION DOIT ETRE FORTE, TOUS LES ELUS DOIVENT CONNAITRE L'AMPLEUR DES DIFFICULTES RENCONTREES DANS LE SECTEUR SOCIAL ET LEURS CONSEQUENCES.

LE DEPARTEMENT VOIT UNE GRANDE PARTIE DE SES PARTENAIRES ASSOCIATIFS PERDRENT PIEDS AU VUE DES COUPURES BUDGETAIRES.

LE SECTEUR SOCIAL DU DEPARTEMENT NE PEUT PLUS PALIER A LA DESERTIFICATION ASSOCIATIVE ET A LA FERMETURE DE NOMBREUSES ADMINISTRATIONS AU PUBLIC.

LE SECTEUR SOCIAL DU DEPARTEMENT EST A BOUT DE SOUFFLE !!! ARRET MALADIE, BURN OUT, EPUISEMENT DES RESSOURCES HUMAINES parallèlement à L'EPUISEMENT DES RESSOURCES MATERIELLES ET TECHNIQUE

TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 18 OCTOBRE 2018

9 HEURES A LA MAISON DU DEPARTEMENT !!